



La France: pays des droits de l'Homme ?

publié le **01/09/2010**, vu **1791 fois**, Auteur : [SAID ISSA](#)

Les décisions politiques prises à l'Elysée pour les Roms sont discriminatoires et dangereuses pour le maintien de la cohésion sociale. Elles ne règlent aucunement la situation sociale politique et identitaire de ces personnes.

Le matraquage médiatique provoqué sur les gens du voyage et les Roms est une stratégie communicative pour éloigner l'opinion publique des vrais problèmes qui menacent notre société. Toutes ces tentatives de manipulations politiciennes amplifient la baisse de popularité du chef de l'Etat français.

Dans un pays républicain qui place le respect de la différence comme une donnée fondamentale de l'égalité entre les êtres humains, les discours politiques de nature discriminatoire remettent en question ces valeurs de tolérance.

Dans un pays démocratique, comme la France qui appuie tout apprentissage scolaire sur la déclaration universelle des droits de l'homme (10 décembre 1948), la diversité enrichissante, comme c'est le cas chez nous à [La Réunion](#), s'exprime particulièrement à travers la [culture](#).

Les discours sur les « Roms » alimentent la prolifération des propos racistes dans les médias et l'[internet](#) en accentuant partout en France les manifestations à caractère raciste et xénophobe (..) Tous ces événements doivent nous faire prendre conscience une fois de plus que ce sont les plus démunis qui sont la principale cible visée par ce pouvoir politique actuel en France. Les exemples nombreux confirment cette politique réactionnaire qui organise au quotidien la casse sociale en remettant en cause les principes d'égalité, d'équité.

Les mesures prises par le gouvernement pour la rentrée scolaire montrent que les moyens ne sont plus au rendez-vous pour les familles et leurs enfants. L'ARS, comme toutes les prestations familiales, est un droit garanti par le code de la sécurité sociale, et ce n'est pas une aumône donnée aux familles.

L'augmentation importante et inquiétante du chômage dans l'île montre que notre pays est touché de plein fouet avec les nombreux licenciements économique dans tous les secteurs.

Nous sommes tous concernés par l'aggravation de la situation, nous sommes tous touchés par la crise et il est urgent, pour la préserver, de refonder notre cohésion sociale. Aujourd'hui plus que jamais, en s'appuyant sur le combat de nos anciens unis dans leur diversité, leur différence pour combattre à l'époque un système politique injuste, inhumain, nous tous devons nous unir pour réfléchir ensemble à un nouveau modèle de développement pour préserver notre cohésion sociale.

Par Aline Murin-Hoarau conseillère régionale/publié le 31/08/10 - 05h38 /lequotidien.re

